

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction Départementale de  
l'Agriculture et de la Forêt  
Service Environnement Eau  
Direction des Actions Interministérielles  
Bureau de l'environnement

ARRETE INTERPREFECTORAL

PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

- a) de la dérivation par captages des sources de LA VIOLE et des HERBUES par la COMMUNE DE GIBEAUMEIX
- b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe & Moselle,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Le Préfet de la Meuse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;
- VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
- VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- VU les règlements sanitaires départementaux ;
- VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 15/02/2001 ;

VU la délibération du conseil municipal de GIBEAUMEIX du 03/06/1999 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages des sources de LA VIOLE à SAULXURES-LES-VANNES (54) et des HERBUES à PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE (55) ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 09/12/2003 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages de LA VIOLE et des HERBUES par la commune de GIBEAUMEIX en communes de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE en MEUSE et de SAULXURES-LES-VANNES en MEURTHE ET MOSELLE,

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur les communes de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE en MEUSE et de SAULXURES-LES-VANNES en MEURTHE ET MOSELLE

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 06/03/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du 10 mars 2004 de Madame la Sous-Préfète de TOUL ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe et Moselle au cours de sa séance du 29/07/2004 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène de Meuse au cours de sa séance du 22/10/2004 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Messieurs les Secrétaires Généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

## ARRESENT

### TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de GIBEAUMEIX dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage des sources de LA VIOLE à SAULXURES-LES-VANNES (54) et DES HERBUES à PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE (55)

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

### TITRE II - DERIVATION DES EAUX

#### ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par deux ouvrages de captage. La situation des ouvrages est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Source de LA VIOLE	SAULXURES-LES-VANNES (54)	E 16	267-1-0013	853310	2398460	298 m
Source des HERBUES	PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE (55)	A 396	267-1-0028	853270	2399443	275 m

#### ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 60 m<sup>3</sup>/jour.

#### ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

#### ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

#### ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

### TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

#### ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

##### 7-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source de La Viole est situé sur la commune de SAULXURES-LES-VANNES (54), parties de parcelles E 16 et 17, lieudit "BOIS DES SEIGNEURS".

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source des Herbues est situé sur la commune de PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55), partie de la parcelle 396 section A3, lieudit "LE NERCY".

##### 7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface d'environ 317 ha, il regroupe les parcelles E 2 - 3 - 6 à 9 - 11 - 17 sur la commune de SAULXURES-LES-VANNES et les parcelles A 345 - 396 et 397 sur la commune de PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55).

#### ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

##### 8-1 Périmètres de protection immédiate

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien des captages ou de leurs abords sont interdites. Les arbres devront y être abattus et toute végétation ligneuse sera régulièrement coupée. L'emploi de produits phytosanitaires y est interdit.

Les périmètres de protection immédiate seront la propriété de la commune et devront le rester.

## 8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

*\* concernant les travaux souterrains sont interdits :*

- les forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère,
- les sondages de reconnaissance,
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur sauf pour la création de fossés ayant pour but de détourner les eaux des zones captées,
- l'exploitation de carrière,
- la réalisation de mares et d'étangs.

*\* concernant les stockages et dépôts sont interdits :*

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- le stockage de produits chimiques,
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables,
- les stockages de produits destinés aux cultures,
- les stockages d'effluents industriels,
- le stockage d'effluents domestiques collectifs (bassins d'orage),
- les stations d'épuration,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

*\* concernant les canalisations sont interdits :*

- les eaux usées domestiques collectives,
- les eaux usées industrielles,
- les hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux

*\* concernant les rejets liquides sont interdits :*

- les eaux usées domestiques et industrielles,
- les effluents agricoles,
- les rejets d'assainissement,
- les bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

*\* concernant les constructions sont interdits :*

- les habitations,
- le camping, caravanning et annexes,
- les cimetières,
- les activités artisanales et industrielles,
- les bâtiments d'élevage, d'engraissement,
- les silos produisant des jus de fermentation,
- la construction de voies de communication, aires de stationnement sauf en ce qui concerne les activités forestières,
- tout projet soumis à permis de construire.

*\* concernant les activités forestières sont interdits :*

- les défrichements,
- les coupes à blanc,
- l'épandage de boues de station d'épuration,
- l'installation d'aires de débardage ou d'affourage et agrenage du gibier à moins de 500 m des limites des périmètres de protection immédiate,
- la création de piste ou route forestière à moins de 1000 m des limites des périmètres de protection immédiate,
- le traitement du bois stocké.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

*\* concernant les travaux souterrains :*

- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations sera réalisé à l'aide des matériaux extraits des fouilles ou naturels provenant de carrières.

## **ARTICLE 9 - Travaux à réaliser**

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication la publication de l'arrêté :

- les périmètres de protection immédiate seront clôturés,
- tous les capots devront être munis de joints en bon état,
- les trop pleins devront être aménagés pour assurer le bon écoulement et munis de clapets pour empêcher les petits animaux de pénétrer et remonter le long des conduites. Un tampon de grillage fin devra être placé dans chaque chambre de captage au départ de la conduite de trop plein,
- déplacement des fossés-ruisseaux en aval immédiat des trop pleins pour éviter qu'ils ne soient noyés lors des périodes de hautes eaux. En cas d'intervention dans le lit du ruisseau, le présent arrêté ne saurait valoir autorisation de travaux, une demande préalable devant être présentée auprès du (ou des) service(s) chargé(s) de la police des eaux.

## **ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

## **ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté**

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE ou de la MEUSE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

## **ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Les maires des communes de SAULXURES-LES-VANNES (54) et PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55) sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

## **ARTICLE 13 - Cessibilité**

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou) les propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Monsieur le Maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

#### ARTICLE 14 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de GIBEAUMEIX est chargé d'effectuer ces formalités.

### TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

#### ARTICLE 15- Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité

#### ARTICLE 16- Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

#### ARTICLE 17- Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

### TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

#### ARTICLE 18-

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux Recueils des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la préfecture de la Meuse
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

#### ARTICLE 19 -

MM. les Secrétaires Généraux des Préfectures de MEURTHE & MOSELLE et de la MEUSE, Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL, M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Commercy, MM. les maires des communes de GIBEAUMEIX (54), SAULXURES-LES-VANNES (54) et PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55), MM. les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe et Moselle et de Meuse, MM. les Directeurs Départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et de Meuse, MM. les Directeurs Départementaux de l'Équipement de

Meurthe et Moselle et de Meuse sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs des préfectures de Meurthe et Moselle et de Meuse.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

Nancy, le 24 DEC. 2004

Bar le Duc, le 24 DEC. 2004

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de la Meuse

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

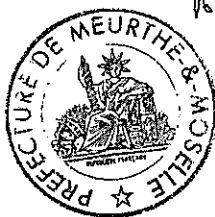
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Marc BURG

Hubert VERNET

POUR AMPLIATION  
et par délégation

R/ L'Attaché de Préfecture,



  
Stéphanie RENARD



Département de Meurthe et Moselle  
Commune de SAULXURES LES VANNES

Cadastre : Section E N° 2-3p-6p-7-8p-9p-11p-16-17

Département de la Meuse  
Commune de PAGNY LA BLANCHE COTE

Cadastre : Section A N° 345p-396-397

Sources de la Viole et des Herbues  
alimentant GIBEAUMEIX

PROTECTION DES CAPTAGES  
D'EAU POTABLE

Plan parcellaire et de Bornage

PREFECTURE  
de MEURTHE-et-MOSELLE  
Vu pour être annexé à notre arrêté

en date de ce jour

NANCY le, 24 DEC. 2004

Par délégation

L'Attaché de Préfecture,

Dossier 034524

Plan 1

*E. GAUVAIN*  
E. GAUVAIN



Date : Avril 2003  
Modif : Janvier 2004

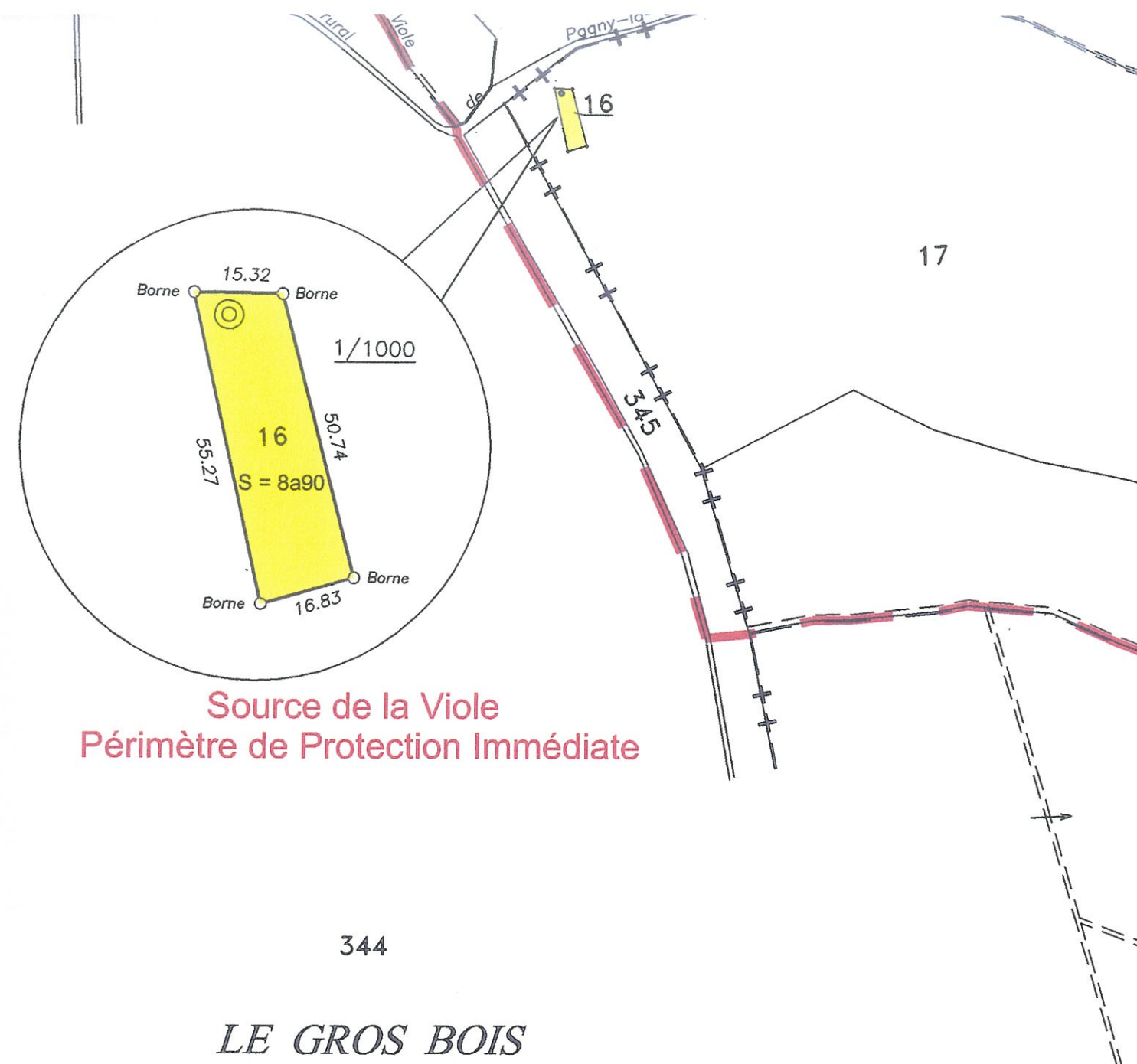
**Denis COSTE**

Géomètre-Expert DPLG

8 Rue des Prêtres — BP 10

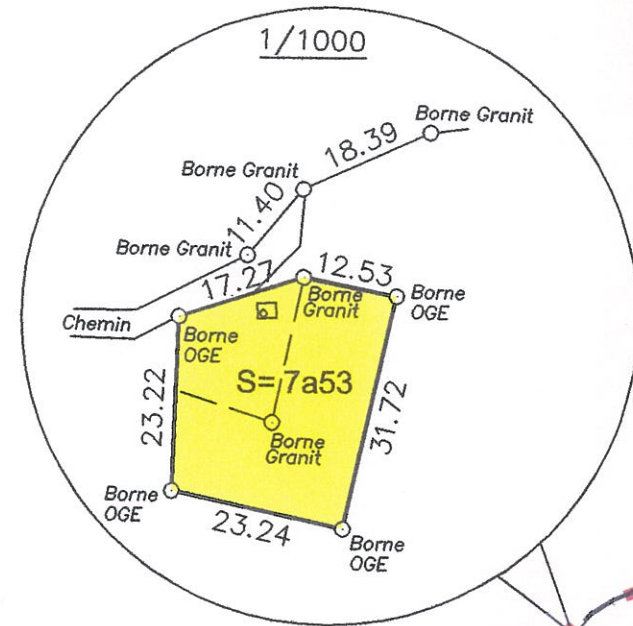
55140 VAUCOULEURS

Tél 03 29 89 50 28 — Fax 03 29 89 50 61





Source des Herbues  
Périmètre de Protection Immédiate



Commune

de

VANNES-LE-CHA

LE NERCY

396

PAGNY-LA-BLANCHE-COTE

Section A3

346

397

Chemin

VALLEE DE LA VIOLE

Section ZB

Chemin

Saulxures - les Vannes

Blanche-Côte



2

# SAULXURES-LES-VANNES

Section E

*BOIS DES FAGIVAUX*

*LE QUART EN RESERVE*

11

10

9

rural

Chemin

